

Syrie : Révolution, guerre civile et intervention impérialiste

mardi 10 septembre 2013, par [Marea socialista](#) (Date de rédaction antérieure : 8 septembre 2012).

Nous reproduisons ci-dessous la déclaration sur la Syrie émise par l'organisation révolutionnaire vénézuélienne « Marea Socialista » (Marée socialiste). Active depuis le début au sein du mouvement chaviste et du processus bolivarien, Marea Socialista est un courant organisé au sein du PSUV (Parti socialiste uni du Venezuela), fondé par Hugo Chavez. Elle prône l'approfondissement du processus populaire au Venezuela et mobilise contre la bureaucratisation de celui-ci. Il est intéressant, à ce titre, de connaître son analyse et son positionnement sur les événement syriens. Son appel à ce que la gauche radicale internationaliste et démocratique se fasse entendre de manière coordonnée est également important.

Avanti4.be

Sommaire

- [Syrie : Un chapitre de la \(...\)](#)
- [Une guerre civile atypique](#)
- [Nous rejetons l'intervention](#)
- [L'argumentation erronée \(...\)](#)
- [La nécessité de faire entendre](#)

Depuis le 21 août dernier, la Syrie refait la une de la presse mondiale. L'assassinat de plus de 1.400 personnes avec des armes chimiques a donné l'excuse à Obama pour lancer une menace d'intervention criminelle des Etats-Unis contre ce pays du Moyen Orient déjà martyrisé. Menace dans laquelle il s'est lui-même embourbé et qui, pour cette même raison, est d'autant plus dangereuse.

Cent mille mort, un demi million de blessés et d'estropiés, plus d'un million (si l'on compte les seuls mineurs d'âge de moins de 18 ans) de réfugiés, tel est le bilan des victimes depuis le mois de mars 2011 provoqués par la dictature de Bachar Al Assad et qui font du conflit syrien l'un des plus tragiques de ces premières années du XXI^e siècle. Telles sont les chiffres avancés par les rapports de l'ACNUR et que personne, jusqu'ici, n'a contesté.

L'intervention militaire des Etats-Unis ne fera qu'ajouter encore à cette tragédie une part extraordinaire de barbarie et la probabilité certaine d'une explosion régionale aux conséquences incalculables.

Pour nous qui regardons les choses de l'extérieur, sans ressentir dans notre propre chair l'angoisse et la violence quotidienne, la douleur et la haine dues à la perte quotidienne de parents, d'amis ou

de compagnons, la désolation des destructions d'un pays autrefois connu comme « le pays de la cannelle », le débat déchaîne néanmoins les passions et l'urgence face aux périls pour l'humanité que représente une agression impérialiste.

Comment pouvons-nous aider à faire cesser le massacre dans ce pays ? Que faire pour empêcher l'intervention impérialiste qui provoquera un nouveau et formidable bond dans la spirale de violence dont souffrent en premier lieu les peuples syriens et ceux de la région ? Que faire pour aider à ce que ce peuple, qui s'est soulevé contre des décennies d'oppression, parvienne à atteindre son objectif ? Les réponses à ces questions, comme à tant d'autres, traversent les aigres débats qui se développent dans la dite « gauche » mondiale.

La crise de domination du système capitaliste, ouverte à partir de la crise financière de 2007, a initiée une nouvelle période de rébellions. Une période de luttes et de manifestations qui ont à leur tour déclenché des processus révolutionnaires contre des gouvernements et des régimes dans différents pays du monde et qui remettent en question les organisations politiques traditionnelles et les institutions de la gouvernance capitaliste. Mais elles ont également déclenché des contre-révolutions et des guerres dont l'objectif est d'écraser la montée de ce processus inédit de lutte des peuples et leur aspiration et disposition au changement.

Dans cette nouvelle étape mondiale, le Printemps arabe, c'est-à-dire le processus de révolutions démocratiques et anticapitalistes qui a liquidé le vieux *statu quo* qui a duré pendant plus de cinq décennies au Proche et au Moyen Orient, est le premier laboratoire régional de l'affrontement entre la révolution et la contre-révolution. Le coût en vies humaines de la barbarie provoquée par des dictateurs, des monarques, par l'Etat fasciste d'Israël et les dirigeants de l'impérialisme mondial serait inutile si nous n'apprenons rien des amères leçons que ces processus eux-mêmes nous offrent.

D'après notre opinion, nous sommes en présence d'un processus de longue durée dont le développement sera constitué d'avancées et de reculs. Un processus qui, avec ses particularités, rythmes différents et temps distincts, continuera à s'étendre comme une tache d'huile. C'est pour cela que l'intervention militaire directe que l'impérialisme nord-américain prépare en Syrie est destinée, entre autres objectifs, à frapper un processus révolutionnaire régional dont il faut chercher l'origine dans la crise structurelle du capitalisme ouverte et mise en évidence à partir de 2007.

Identifier les causes fondamentales du conflit actuel ; définir les secteurs en dispute et le rôle de chaque force agissante ; comprendre la dynamique interne des forces en jeu ; construire une solidarité active pour soutenir les révolutionnaires qui luttent là bas : autant de matières au débat que nous devons mener afin de dissiper l'obscurité provoquée par les grands médias de propagande impérialiste et par ceux de la dictature héréditaire syrienne et de ses alliés. Au risque d'être unilatéraux, la contribution au débat que nous souhaitons apporter avec ce texte doit être prise à partir de notre positionnement dans le Venezuela bolivarien et de notre lutte en défense des conquêtes du processus révolutionnaire dans notre pays.

Syrie : Un chapitre de la révolution arabe

L'éclatement des premières manifestations populaires en Syrie en mars 2011 a suivi, avec ses particularités propres, le modèle et les objectifs des rébellions en Tunisie et en Egypte. Des mobilisations populaires qui se transforment en rébellions massives exigeant la liberté, la justice sociale et la dignité.

A ce moment là, l'onde expansive de ce qu'on a appelé le Printemps arabe englobait plusieurs pays de la région : Yémen, Maroc, Bahreïn, Libye, en outre des deux pays déjà cités, la Tunisie et

l’Egypte. Personne n’osait parler alors, dans le cas syrien, d’une intervention étrangère, à l’exception de la participation de la Russie qui soutient militairement depuis le début le régime de Damas. Après un mois de mobilisations, la répression déclenchée par le gouvernement syrien laissait déjà un bilan de 3.000 tués parmi les manifestants.

L’opposition semi-légale, tolérée par le gouvernement du clan Assad, s’est précipitée à son secours et a concoctée de concert avec le régime une ouverture relative et manipulatrice concrétisée dans une nouvelle Constitution destinée à donner à ce régime un masque démocratique. Cela n’a pas empêché l’augmentation d’une répression cruelle et disproportionnée qui accumulait chaque semaine les victimes par centaines, et cela n’a pas arrêté non plus les protestations qui avaient pris corps et qui se sont développées par leur nombre et par leur combativité. Avec l’évolution des événements, même les prétendues réformes accordées avec cette opposition pusillanime ont été considérées comme inutiles par Assad, avec l’argument cynique que le peuple syrien ne les avait pas demandées.

L’intervention criminelle de l’OTAN en Libye, la résorption brutale du processus au Yémen, les réformes cosmétiques au Maroc, l’écrasement des révoltes au Bahreïn par les forces de l’Arabie Saoudite, la violence cruelle crescendo en Syrie, le coup d’Etat en Egypte, tout cela n’a pas arrêté jusqu’ici la vague de révoltes qui a renversé Ben Ali et Moubarak, et n’a pas non plus « stabilisé » la région.

Au contraire : en quelques mois, ce processus a liquidé le vieux *statu quo* laborieusement édifié par les Etats-Unis dans la région avec leurs alliés occidentaux, Israël et les monarchies et les dictatures qui ont gouverné cet espace au cours de ces 50 dernières années. *Statu quo* qui fut, depuis ses débuts, soutenu par l’URSS, aujourd’hui disparue. Un *statu quo* qui fut d’abord ébranlé à partir de la révolution iranienne contre le Shah et que Bush junior tenta de rétablir avec l’occupation de l’Irak, qui est aujourd’hui un échec patent. Entre janvier et juin 2011, en à peine six mois, cet échiquier branlant mais soutenu depuis des décennies par les Etats-Unis afin de garantir leur contrôle d’une région stratégique par ses ressources naturelles et sa situation géographique, s’est volatilisé.

Tel est le cadre dans lequel la révolution syrienne se transforme en guerre civile, ou en conflit armé, et qui devient le terrain d’intervention tragique de puissances mondiales et régionales. En premier lieu, et dès le début de la révolution, il y a le soutien en armes et en équipements offert par la Russie à un gouvernement syrien prétendument « légitime » aux yeux du « droit international », mais qui a démontré aux yeux de ceux qui veulent bien voir son caractère de régime sanguinaire tout au long de ces trois dernières décennies. Depuis lors, la spirale de l’horreur s’est complétée avec la menace étasunienne actuelle de destructions massives.

Une guerre civile atypique

La guerre civile aux Etats-Unis à la fin du XIX^e siècle, celle de Russie après la révolution bolchévique ou celle d’Espagne entre républicains et franquistes, pour ne mentionner que quelques exemples, comptaient dans chaque secteur en lutte des centres politiques et des centres de commandement militaire relativement concentrés. Tel n’est pas le cas du camp rebelle dans la guerre civile en Syrie.

L’évolution de la révolution syrienne a suivi le « modèle » du Printemps arabe : des mobilisations de masses qui s’étendent vers le reste du pays à partir des villes où a commencé la rébellion. Le caractère pacifique des manifestations était défendu par les Comités de Coordination Locaux jusqu’à ce que la répression soit passée de l’utilisation de snipers et des assassinats de rue à l’intervention directe des forces armées du régime, agissant comme une armée d’occupation dans son propre pays en utilisant tout l’armement dont peut disposer l’une des armées les mieux équipées de la région.

Les manifestations pacifiques ont cédé la place à la défense armée de la part de la population qui a tenté, et tente encore, de résister à l'intérieur du pays. Mais cette défense armée est atomisée, locale et extrêmement défensive.

Le rejet des premiers massacres ont provoqué des désertions dans les rangs des forces armées du régime et un centre militaire de l'Armée Syrienne Libre (ASL) s'est installé en Turquie et a commencé à tenter d'organiser une force de défense de la révolution. Mais les brigades de l'ASL qui agissent à l'intérieur du pays le font en fonction de critère et de besoins locaux, sans répondre à un plan général et à un commandement unique qui, par ailleurs, n'existe pas réellement.

Sans un centre national unique de la rébellion dans le pays, avec une direction politique à l'étranger paralysée par des divergences politiques et tactiques insurmontables, avec ses forces militaires agissant sans connexion et sans commandement central ; une telle situation a favorisé l'intervention de milices étrangères sectaires et extrémistes, qui répondent à ceux qui les financent et les arment et qui mènent une politique et une lutte idéologique qui ne répond qu'à leurs propres intérêts. Ces forces extrémistes *takfiris*, financées par le Qatar et l'Arabie Saoudite, tout comme les milices liées à Al Qaeda, agissent en fonction des intérêts de ces monarchies et tentent d'orienter la guerre en accord avec elles, mais leurs objectifs et leurs conceptions sont rejetées par le peuple syrien.

Ainsi, sans avoir pu construire une direction politique unifiée ni un commandement militaire unique, le peuple révolutionnaire syrien a été poussé à changer le caractère pacifique de ses mobilisation pour une défense armée de la révolution afin d'affronter la brutalité du régime. Bien plus qu'une guerre civile classique, nous sommes face à la défense armée d'une révolution attaquée de manière féroce par toute la force destructive de l'appareil d'Etat.

Nous rejetons l'intervention impérialiste parce qu'elle va à l'encontre de la révolution

Contrairement à ce que soutient Assad, l'objectif principal de l'intervention militaire planifiée par les Etats-Unis n'est pas le renversement du régime syrien. Obama affirme que son objectif est de mener une action punitive contre Damas, mais on ne peut en réalité le croire. Au contraire, la chute d'Assad pourrait être considérée par l'impérialisme comme un dommage collatéral au cas où elle se produirait à la suite de son intervention militaire.

La préoccupation principale de ce vieux et affaibli impérialisme encore dominant dans le monde, c'est l'incertitude qui plane sur cette région et c'est la participation d'un grand nombre de forces ayant leurs intérêts propres : Russie, Chine, Iran, Israël, le Hezbollah, l'Arabie Saoudite, Al Qaeda, etc. Selon la logique nord-américaine, aucune de ces forces, à l'exception d'Israël, ne doit s'imposer sur les autres, au risque de remettre en question la domination mondiale yankee.

D'autre part, en tant que principale force contre-révolutionnaire, les Etats-Unis ne peuvent permettre que le processus de rébellion régional se développe. C'est pour cette raison qu'il justifie et traite amicalement le gouvernement issu du coup d'Etat militaire en Egypte, qu'il accompagne les différents courants de l'islam politique subordonnés au capital, comme dans le cas de la Tunisie ou de Morsi auparavant en Egypte. Il a facilité la répression au Yémen et encouragé l'Arabie Saoudite à intervenir militairement au Bahreïn.

Ce n'est certainement pas le prétendu « anti-impérialisme » rance de la dictature de Damas qui inquiète Obama. Ni le faux socialisme du parti d'Etat qui gouverne la Syrie, un pays qui, avant le début du conflit, comptait 40% de sa population en dessous du seuil de pauvreté. Ce n'est pas non plus un plan de domination graduelle de la région. C'est au contraire la certitude que la prolongation

de la rébellion initiée en Tunisie à la fin de l'année 2010, et qui s'est étendue dans cette région traditionnellement explosive de la planète, peut en finir avec les régimes totalitaires fantoches qui oppriment ces peuples et déboucher sur la remise en question de l'existence même de l'Etat criminel d'Israël.

C'est pour cela que nous soutenons ces peuples et ce processus révolutionnaire qu'Obama veut également frapper avec son intervention contre le peuple rebelle syrien, héroïque martyrisé, et c'est pour cela que nous rejetons avec force l'intervention impérialiste.

L'argumentation erronée des camarades qui soutiennent Bachar Al-Assad

Pour les camarades qui ne voient que l'impérialisme sanguinaire des Etats-Unis, le monde est quelque chose de simple et de prévisible et l'histoire se répète comme une roue sans fin. Ils ne voient la réalité internationale que comme une photographie en noir et blanc entre d'une part les intentions, les souhaits et les politiques d'Obama - ou de n'importe quel président yankee - et le reste de l'humanité de l'autre. Ils ne semblent pas avoir encore appris la disparition de l'URSS et la fin de la Guerre Froide ; ni la restauration capitaliste en Russie et en Chine ; ni la crise mondiale qui a éclaté en 2007 et qui est la plus grave crise de ces cent dernières années. Ils ferment les yeux devant un processus de rébellion régional qui dure depuis deux ans et demi. Et quand ils parlent de lui, ils le font en le décrivant comme un plan méticuleusement pensé par des Etats-Unis qu'ils présentent comme omniscients et omnipotents, en méprisant ainsi les révoltes populaires.

Les arguments de ces secteurs reposent fondamentalement sur la négation des faits et de la réalité. Pour eux, il n'y a pas réellement de guerre civile en Syrie mais ils diffusent abondamment des photographies de « rebelles assassinant des soldats syriens ». Il n'y a pas eu d'utilisation d'armes chimiques, mais ils affirment en même temps que « seuls les rebelles ont pu les utiliser ». Ils identifient comme identiques les brigades des forces fondamentalistes étrangères qui oppriment et agissent à l'encontre des objectifs révolutionnaires, et le peuple syrien rebelle, justifiant ainsi la répression d'Assad contre ce dernier.

Ils affirment que si on ne défend pas Bachar Al-Assad, on est forcément dans le camp de l'intervention impérialiste. Ils soutiennent qu'il n'y a pas un secteur massif du peuple syrien qui rejette le régime et comme preuve de cela, ils disent qu'Assad est bien toujours au pouvoir. Mais ils occultent le fait que le régime se maintient en pratiquant un massacre contre un peuple mal armé et par la destruction d'une grande partie du pays.

Ils ne parlent pas des chiffres avancés par des instances de l'ONU, comme l'ACNUR, et qui évaluent les victimes à plus de 100.000 morts, deux millions de réfugiés et un demi millions de blessés. Mais ils demandent que l'ONU divulgue le rapport de ses inspecteurs sur les armes chimiques et trouve une solution politique au conflit. Conflit dont ils nient la nature par ailleurs.

Et ceux qui n'ont aucune gêne à nier le caractère dictatorial du régime de cette république héréditaire justifient sa défense au nom du « moindre mal ».

Cette vision conspiratrice et superficielle de l'histoire est en même temps intolérante avec ceux qui, bien qu'étant dans le camp de l'opposition à l'intervention impérialisme, pensons différemment et n'acceptons pas de défendre le clan Assad. Et lorsque leurs arguments tombent court, ils se consacrent alors à discréditer, à accuser sans fondement et à criminaliser les opinions divergentes.

La nécessité de faire entendre la voix de la gauche radicale

Nous ne prétendons pas - et nous pensons que ce serait une erreur et un manque de respect pour ceux qui luttent dans la région - entrer dans des débats tactiques. Nous pensons qu'il faut respecter les positions de ceux qui, dans les processus populaires en cours, défendent des objectifs révolutionnaires. C'est pour cela que nous appelons à faire connaître cette déclaration signée par des organisations de différents pays de la région et, parmi eux, de Syrie.

Cependant, nous ne pouvons pas nous limiter à exprimer notre rejet de l'intervention impérialiste et notre solidarité avec le peuple syrien en lutte. Nous sommes nombreux dans le monde à avoir, depuis le début du Printemps arabe, soutenus de manière inconditionnelle ces révoltes. Mais nous l'avons fait jusqu'ici de manière isolée les uns des autres, chacun dans nos pays où nous vivons.

Pour nous qui luttons contre le capital, la récupération de la tradition internationaliste est une tâche fondamentale pour affronter les temps nouveaux qui se développent aujourd'hui. Un premier pas à faire pour réanimer cette tradition est la nécessité de créer des espaces de débats et d'actions solidaires communes et ayant un impact international.

Si nous n'agissons pas, la position de ces secteurs de la gauche mondiale qui soutiennent le régime syrien constituera une dette que le mouvement de masse fera payer sans distinction à tous ceux qui se proclament de gauche.

Il est nécessaire que la voix de la gauche radicale soit entendue à hauteur de sa véritable puissance. Pour que les peuples qui luttent dans le monde puissent voir qu'il existe une gauche différente ; plurielle, démocratique, anticapitaliste, véritablement engagée contre la brutalité impérialiste et contre toute forme de barbarie.

Derrière les nuages toxiques qui recouvrent aujourd'hui la vie et la mort quotidienne du peuple syrien rebelle, notre devoir est de faire des pas en avant vers un rassemblement international de la gauche radicale qui agisse comme un amplificateur du cri en faveur de la liberté et de la dignité qui s'élève du plus profond de la mémoire collective des peuples qui luttent.

Carlos Carcione, Stalin Pérez, Juan García, Zuleika Matamoros, Gonzalo Gómez, Alexander Marín.

Caracas, 08-09-2013.

Une clarification nécessaire sur les attaques contre Santiago Alba Rico

Il est regrettable qu'à partir de notre Processus Bolivarien se soient élevées des voix qui attaquent Santiago Alba Rico. En déformant ses positions, ils les utilisent pour le discréditer et comme prétendues preuves d'une posture pro-impérialiste. Ce sont les mêmes qui, à court d'arguments, discréditent alors ceux qui pensent autrement et veulent ainsi semer le doute sur son honnêteté intellectuelle et politique, en l'accusant presque d'être un agent impérialiste.

Santiago Alba Rico vit en Tunisie, c'est un écrivain, un philosophe et un militant du Printemps arabe. Ami de la Révolution Bolivarienne, il a été à plusieurs occasions invité au Venezuela par le gouvernement du président Chávez afin de participer au jury du « Prix Libertador de la Pensée Critique ». Il a fait partie du Comité organisateur du dernier Forum Contre la Dette des Pays de la Méditerranée qui s'est tenu à Tunis. Il est membre de la Flottille de la Liberté de solidarité avec la Palestine. C'est un ami de la Révolution Cubaine et des processus qui s'opposent au néolibéralisme en Amérique latine. Dans un article récent, Atilio Borón, lauréat du Prix Libertador de la Pensée Critique 2013, a défendu son intégrité de militant de gauche, bien qu'il ne partage pas sa position.

Marea Socialista, qui compte Santiago parmi ses amis au niveau international, veut lui exprimer ici sa solidarité. Nous rejetons également tout type d'insultes accusatrices dans le débat d'idées, tout comme l'intention de supprimer l'internationalisme critique et la volonté d'installer une pensée unique basée sur des illusions dogmatiques et non sur les faits de la réalité, honnêtement analysés et vérifiés.

Marea Socialista (Venezuela), 10 septembre 2013

P.-S.

* Source : <http://www.aporrea.org/tiburon/a173200.html>

* Traduction française pour Avanti4.be : Ataulfo Riera